Numéro 49

Mardi
11 décembre 1979

Prix : 1 F

12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

La résolution finale du Comité directeur : cohésion pour rassembler le peuple de gauche • Objecteurs en prison : une délégation non reçue à Matignon • Réunion de l'O.t.a.n : qui se soucie de désarmement • R.p.r : pousser l'avantage et éviter l'irréparable • Radios libres : inculpation de Claude Evin • Enseignement : vote des parents et grève des enseignants

«Il faut à la fois remporter l'élection et apporter le socialisme»

Le réalisme n'est pas toujours révolutionnaire

C'est peut-être parce que Pavillon-Sous-Bois n'est pas bien loin de Bondy, que vient à l'esprit l'image de l'arbre qui cache la forêt. Derrière lequel aussi on peut se cacher. Ceux qui, ainsi dissimulés, ont observé les travaux du Comité directeur, n'ont pas tous bien vu ce qui se passait sous les futaies. Soit qu'ils n'aient pas bien regardé. Soit qu'ils n'aient pas trop cherché à voir.

Il suffit en effet qu'au Parti socialiste le débat se développe pour qu'aussitôt l'on dénonce les démons de la division. Et que tous les prophètes de malheur, s'en aillent prophétisant tous les malheurs. Il suffit que les positions fondées sur des analyses et des perspectives politiques différenciées, se trouvent marquées au cours de la discussion et demeurent affirmées à son terme pour qu'aussitôt l'on parle de vérouillage, de sectarisme, de mauvaise volonté. Ces défauts et ces vices étant naturellement imputés à la seule majorité, dont le pêché capital aux yeux de ses détracteurs, est sans doute d'incarner le socialisme en marche dans la France d'aujourd'hui, et de représenter la volonté du plus grand nombre des socialistes.

Un vrai débat

Certes, la pratique de la démocratie est si peu répandue dans les moeurs politiques actuelles, que son respect au P.s devient assez original pour que cela déconcerte. Tout est plus simple en effet dans les partis conservateurs où l'on se contente d'attendre l'oracle. Tout est plus simple aussi dans la méthode du centralisme démocratique, puisque l'on sait que le centre pose une décision, puis l'impose aux décentrés. Sans autre forme de procès, dans une institution où la contestation est interdite et la critique maudite. Où les chuchotements et les rumeurs sont condamnés comme autant de crimes contre l'histoire, telle que le sommet entend l'écrire.

Cependant, le vrai débat a bien eu lieu. Il n'est pas clôs. Mais il sera poursuivi jusqu'au bout. Car au bout de ce débat, il y a le socialisme. Qui ne se joue pas sur un concours de pronostics au loto ou au tiercé. Ni a ce jeu qui consiste à faire juger le socialisme par ceux qui n'en veulent pas. Qui prétendent en vouloir un autre qu'ils ne combattraient pas moins si l'argument du réalisme amenait à leur céder.

En effet, contrairement à la dernière affirmation d'Edmond Maire, le réalisme n'est pas toujours révolutionnaire. C'est même souvent en son nom qu'ont été menées les entreprises contre-révolutionnaires. Consistant à faire croire aux travailleurs qu'il n'était pas réaliste de trop demander et que le réalisme commandait donc de composer. A un tel «recentrage» c'est le socialisme qui risquerait de se perdre. Si les réalistes veulent gagner, les socialistes veulent savoir pourquoi.

«Il faut à la fois remporter l'élection et apporter le socialiste. Si ces deux conditions ne sont pas réunies, ce n'est pas la peine». En disant cela samedi, François Mitterrand était parfaitement réaliste. Mais il était aussi socialiste.

Georges Fillioud

Réunion de l'O.t.a.n à Bruxelles

L'Europe, champ de bataille ?

Une nouvelle manche de l'épreuve de force que s'imposent depuis 30 ans les Etats-Unis et l'U.r.s.s va se jouer en ce début de semaine. Mais cette fois-ci l'O.t.a.n -c'est-à-dire par les principaux pays de l'Europe de l'Ouest, hormis la France- interposée.

C'est en effet mercredi, au cours d'une réunion extraordinaire conjointe des ministres des Affaires étrangères et de la Défense concernés, que les Etats-Unis doivent officiellement présenter à l'approbation de leurs alliés leur plan de modernisation des armements nucléaires déployés en Europe de l'Ouest. En même temps, ils proposeront à l'Union soviétique de relancer les négociations sur la réduction des arsenals atomiques implantés dans la totalité du continent européen...

Les déclarations alarmistes et les échos catastrophistes qui se sont multipliés depuis de nombreuses semaines en Occident sur le thème de l'accroissement de la «menace sociétique» vont trouver leur aboutissement logique cette semaine à Bruxelles, siège de la session ministérielle de l'Otan.

Sans doute les parlements norvégiens, néerlandais et danois ont-ils dit «non» à l'implantation de nouvelles armes sur le territoire de ces pays. Et la décision de la Belgique n'est toujours pas connue. Mais la R.f.a, la Grande Bretagne, et l'Italie ont, elles, annoncé leur accord. Le plan américain a donc toutes chances, ou tous risques, d'être adopté, et mis en oeuvre.

On sait ce dont il s'agit : pour faire face à la menace que fait peser sur l'Europe de l'Ouest le déploiement d'une centaine de missiles SS 20 dans la partie occidentale de l'U.r.s.s, 108 fusées Pershing 2 et 464 missiles de croisière seraient installés dans divers pays européens membres de l'Otan. En réalité l'Allemagne de l'Ouest et la Grande Bretagne accueilleraient l'essentiel des nouvelles armes ; la première abriterait la totalité des Pershing 2 et la seconde plus du tiers des missiles de croisière.

Les Etats-Unis garderaient la maîtrise entière du déclenchement des fusées entreposées en R.f.a. Celles-ci ne sont évidemment pas «stratégiques» ; leur portée, près de 2.000 km, ne leur permettrait pas d'être tirées des Etats-Unis contre l'U.r.s.s. Mais elles peuvent atteindre l'Union soviétique à partir du sol ouest-allemand, ce qui renouvelle effectivement les données du «jeu» au sein du continent européen : aucune des 7.000 têtes nucléaires tactiques dont l'O.t.a.n dispose actuellement en R.f.a n'est en mesure de menacer directement (sauf à être aéroportée) les Soviétiques.

D'où le fort mécontentement de ces derniers à la perspective de l'implantation de telles armes. Et les avertissements lancés par M. Gromyko : une semblable décision

(suite en page 4)

épingle

«La police agit sans considération de la peau ou de la couleur des idées des victimes».
Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur.

Résolution finale du Comité directeur du 8 décembre 1979

Au cours de cet automne, le gouvernement a poussé encore d'un cran sa politique antisociale. En particulier, il vient de décider de faire supporter aux salariés retraités une partie du déficit de la Sécurité sociale. C'est une décision honteuse : le pouvoir frappe parmi les plus déshérités, et cela au moment où les grands groupes capitalistes installés sur notre sol, et notamment les compagnies pétrolières, annoncent un accroissement prodigieux de leurs bénéfices. Ainsi s'accentuent encore les inégalités, dont notre pays détient déjà le record. Ainsi, s'appesantit le règne de l'argent, avec son pouvoir corrupteur.

Là est la cause profonde de l'écoeurement de tant de citoyens de notre pays, victimes d'une crise dont le capitalisme tire avantage pour se renforcer, se concentrer.

Mais il est de plus en plus difficile au pouvoir et au grand patronat de faire supporter cette politique aux travailleurs sans leur faire violence : c'est pourquoi ils refusent ou retardent le plus possible les négociations, veulent bloquer les augmentations de salaires, s'opposent à la réduction du temps de travail, tandis qu'ils multiplient les attaques, allant parfois jusqu'aux agressions physiques, contre les responsables syndicaux.

Contre cette politique, les travailleurs se battent : la caractéristique des luttes sociales, dans la dernière période n'est pas du tout la résignation comme voudrait le faire croire la propagande du pouvoir ; en dépit de la pesée du chômage, elle est celle d'une réelle combativité, dans les secteurs clefs : Alsthom, Dassault, Ducellier, les aiguilleurs du ciel... Cette combativité est aussi le fait de toutes les associations (de consommateurs, de locataires en particulier) qui ont répondu à l'appel du P.s à la fin de l'été, et ont engagé avec lui une coopération régulière contre la politique de plus en plus réactionnaire du gouvernement en matière sociale, et contre sa politique énergétique.

Le parti de la liberté

Dans toutes ces luttes, les socialistes sont présents et actifs ; ils contribuent à l'organisation et au développement de l'action. Il est capital qu'au travers même des luttes sur le terrain le Parti socialiste s'affirme comme un parti de rassemblement des travailleurs.

Il doit être en même temps le parti de la démocratie, de la liberté ; car la démocratie est en péril dans notre pays. Le Président de la République, notamment par l'usage à répétition de la motion de censure et par l'organisation d'une campagne antiparlementaire de type poujadiste, s'emploie à réduire à néant ce qui reste du rôle des Elus de la nation. On est en train de transformer la République en une sorte de monarchie publicitaire.

La démocratie est d'autant plus nécessaire que la situation est difficile et inquiétante. Nous ne pouvons déterminer notre action sans tenir compte des signes de plus en plus nets de détérioration de la situation internationale. Cette détérioration est une des raisons de l'inquiétude, de l'interrogation, que l'on ressent aujourd'hui dans l'opinion. La préparation de la conférence de Madrid va être l'occasion pour le Parti socialiste de préciser ce que devraient être les propositions de la France pour faciliter l'évolution vers un processus de désarmement.



Le P.s sera un recours et une force de rassemblement

Face à une politique de la droite qui enfonce le pays dans la crise, il appartient aux Socialistes de proposer les réponses. C'est ce qu'ils vont faire avec le Projet socialiste, dès lors que celui-ci sera le projet de l'ensemble du parti.

La campagne de dénigrement de la droite, dès maintenant engagée contre les grandes orientations du projet, montre que celle-ci ne s'y trompe pas. Elle sait que le Parti socialiste est son seul adversaire dangereux, celui dont l'action et les initiatives permettront de la déloger du pouvoir et de promouvoir une politique conforme aux intérêts, à l'espérance du monde du travail.

Les Socialistes refusent de baisser les bras : sous prétexte que le chemin de l'union est difficile, une vaste campagne s'engage pour accréditer l'idée de la fatalité de l'échec de la gauche en 1981. Ceux qui contribuent ainsi à démobiliser l'opinion de gauche, ne peuvent que conforter le pouvoir giscardien dans l'idée qu'il n'a rien à craindre et qu'il peut faire ce qui lui convient. Ils prennent une lourde responsabilité.

La droite en crise

La thèse de la fatalité de l'échec ne repose pas sur une analyse rigoureuse : c'est une idée fausse. Les luttes des travailleurs ne peuvent se développer pleinement que s'il existe une perspective politique à gauche. La droite est en crise. Son bilan est désastreux. Son image est ternie par les scandales. L'échéance de 1981 est ouverte.

Dès maintenant, les seules mesures progressistes adoptées sur le plan parlementaire ne le sont que parce que la gauche les vote : ce fut encore le cas récemment avec l'adoption définitive de la loi sur l'I.v.g.

C'est à droite qu'il y a une situation de crise. C'est à droite que se multiplient les «affaires», qui témoignent de la dégradation des moeurs politiques, y compris au plus haut niveau de l'Etat.

Il est significatif qu'il n'y ait plus, en fait, aujourd'hui, de majorité parlementaire. Chacun comprend que cette situation ne saurait se prolonger bien longtemps.

La crise de la droite est aussi illustrée par les contradictions du R.p.r, dont certains dirigeants parlent de «convergences» avec notre Parti, alors même qu'ils font partie de la majorité. Pour le Parti socialiste, il n'y a de convergences possibles avec aucun parti de droite. Le Comité directeur réaffirme sa condamnation de toute formule d'union nationale ou de troisième force. Il reste fidèle à la ligne d'Epinay. C'est autour du P.s, dans l'union des forces populaires, qui doit se rassembler la majorité de notre peuple.

L'accord de gouvernement de la gauche ayant été brisé par la direction du P.c.f, il est plus que jamais nécessaire que s'affirme une force de rassemblement : cette force, c'est le Parti socialiste.

En assumant pleinement son rôle, le Parti socialiste pèse sur le comportement du Parti communiste français et accentuera ainsi l'évolution qui s'esquisse chez certains militants communistes, telle que l'indique le rapport de Jean Pronteau.

Initiatives et actions

Dans l'immédiat, cela implique que le Parti socialiste aille de l'avant sans gaspiller ses énergies dans des polémiques subalternes, et qu'il développe ses initiatives d'actions communes, en mettant à nu, chaque fois que nécessaire, les attitudes antiunitaires des responsables du Parti communiste français.

Le rassemblement, c'est l'initiative et l'action. Le Parti socialiste l'a bien montré au cours des dernières semaines, par le dynamisme de ses diverses campagnes, tout particulièrement par sa campagne pour l'I.v.g et sa participation aux actions communes du collectif d'organisation pour l'I.v.g.

Il va continuer, plus résolument encore, à l'occasion des prochaines campagnes, et notamment de sa campagne d'adhésions. Il sera un recours, il sera force de rassemblement, pour peu qu'il préserve et consolide sa cohésion. Cohésion des socialistes pour rassembler le peuple de gauche, c'est l'appel que lance le Comité directeur à tous les socialistes.

QUESTIONS ECRITES

Attentats fascistes

Jean-Pierre Chevènement attire l'attention du ministre de la Justice sur l'impunité dont jouissent les auteurs des crimes racistes ou fascistes dont les activités depuis quelques années sont devenues une donnée de la vie politique de ce pays.

Parmi les attentats les plus notoires citons :

— **4-5 juin 1977 :** fusillade contre le piquet de grève des Verreries mécaniques Champenoises à Reims (un mort) ;

— **25 août 1977 :** attentat à la gare Montparnasse revendiqué par le groupe Peiper ;

— **1er octobre 1977 :** incendie à la Ligue des Droits de l'Homme revendiqué par le groupe Peiper ;

— **2 décembre 1977 :** meurtre de Laïd Sebaï, gardien de l'Amicale des Algériens en Europe, revendiqué par le groupe Delta ;

— **10-11 décembre 1977 :** attentat contre le foyer Sonacotra à Strasbourg Meinau, revendiqué par le groupe Delta ;

— **14 décembre 1977 :** attentat contre le foyer Sonacotra à la Garde (Var) revendiqué par le groupe Delta ;

— **13-14 mars 1978 :** attentat contre l'Amicale des Algériens de France à Toulon, revendiqué par le groupe Delta ;

— **4 mai 1978 :** assassinat d'Henri Curiel, revendiqué par le groupe Delta ;

— **19 mai 1978 :** attentat à Paris contre les locaux de la Fédération nationale des Déportés, Internés et Résistants patriotes, revendiqué par le groupe Peiper ;

— **13 novembre 1978 :** attentat contre le foyer du P.c à Marseille, revendiqué par le groupe Delta : 5 blessés ;

— **25 mai 1979 :** sévices corporels sur Annick Chapelière, militante d'extrême gauche à Caen (corps tailladé de croix gammées) ;

— **20 septembre 1979 :** assassinat de Pierre Goldman, revendiqué par le groupe se disant « Honneur de la Police ».

Dans de nombreuses affaires (Curiel - Laï Sebaï) l'instruction piétine.

En réponse à une précédente question écrite, le ministre de l'Intérieur indiquait : « Pour chacun de ces attentats des informations judiciaires ont été ouvertes. Seul le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, pourrait être en mesure d'en faire connaître les résultats ».

Jean-Pierre Chevènement demande donc au ministre de la Justice, de bien vouloir établir un bilan détaillé des résultats auxquels est parvenue la Justice.

Pillage de la Namibie

Christian Pierret attire l'attention du ministre des Affaires Etrangères, sur les conditions de l'exploitation de l'uranium en Namibie par des sociétés françaises.

De récentes informations parues dans la presse et étayées par des documents originaux font état de livraisons et de transit en France de minerai d'uranium provenant de Namibie et extrait dans ce pays par la Compagnie Française Minatome (dont les actionnaires sont le C.f.p et P.u.k).

Le gouvernement français a-t-il donné son accord formel et autorise-t-il ce genre de transaction qui s'apparente au pillage d'un pays en voie de développement ?

Quelles sont les raisons pour lesquelles il ne reconnaît pas la validité du texte adopté en 1974 par l'Assemblée générale des nations Unies et qui affirme : « aucune société » ne peut « prendre, extraire, exploiter une ressource naturelle quelconque » en Namibie « sans l'assentiment du Conseil des Nations Unies pour la Namibie ».

Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire cesser cette situation contraire au droit international et à l'égalité entre les peuples.

LOI BARRE-BONNET SUR L'IMMIGRATION

Malgré la multitude des appels au respect des droits des immigrés, au respect des libertés, le gouvernement a persisté et a fait entériner le jeudi 6 décembre par l'Assemblée nationale son projet de loi Barre-Bonnet sur les conditions d'entrée et d'expulsion des étrangers.

Le Parti socialiste a voté contre ce projet qu'il a dès l'origine condamné et combattu. Il élève une protestation solennelle contre un texte qui n'est pas à l'honneur de la majorité.

Le refus de tous débat politique sur l'ensemble des aspects liés à la situation des immigrés en France, le vote de cette loi, qui légalise l'arbitraire, institutionnalise les discriminations juridiques, et désigne les immigrés comme boucémissaires d'une crise dont ils sont victimes et non pas responsables, confirment que le gouvernement se refuse à aborder sa réalité sociale autrement que par le biais de mesures répressives.

Dans un contexte rendu plus difficile, le Parti socialiste continuera à défendre pied à pied les droits des immigrés.

(Communiqué de Lionel Jospin).

OBJECTEURS EN PRISON

Une délégation, composée des professeurs Alfred Kastler et Théodore Monod, Michel Echaubard, Secrétaire général de la Ligue des droits de l'homme, Yves Lebas, délégué national du Parti socialiste, François Loncle, Secrétaire national du Mouvement des radicaux de gauche, la chanteuse Catherine Ribeiro et l'avocat Jean-Jacques de Félice, s'est présentée vendredi dernier à l'Hôtel Matignon pour protester auprès du Premier ministre contre l'incarcération d'objecteurs de conscience.

Cette délégation n'a pas été reçue mais interviendra à nouveau pour obtenir la libération de quatre objecteurs actuellement emprisonnés.

ELECTIONS PARTIELLES

Une municipale...

LIBOURNE (Gironde). Au second tour, très bon score pour J.F. Ponty, battu seulement de 430 voix (sur un total de 7369 exprimés) par le candidat R.p.r qui a bénéficié d'un appoint d'abstentionnistes du premier tour.

...Et des cantonales

VATAN (Indre). André Prompt (P.s) avec 34,89 % des exprimés sera au second tour le candidat de la gauche dans ce canton tenu jusqu'alors par un conseiller communiste récemment décédé. Un report arithmétique des voix donne 58-42 à l'avantage de la gauche dont le candidat devrait être élu dimanche prochain.

BORDEAUX (Gironde). Au premier tour, 4962 votants sur 20 213 inscrits ! Ont obtenu le R.p.r 2581 voix, l'U.d.f 1002, le P.c 304, l'Ecologiste 244 et Philippe Rouyer (P.s) 768. Seul le candidat R.p.r a obtenu plus de 10 % des inscrits.

MONTGERON (Essonne). Au second tour, Garrigou candidat (P.s) de la gauche bat le candidat (R.p.r) de droite par 3874 voix (53,69 % des exprimés) contre 3341. Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Hardouin Conseiller général socialiste, décédé.

AGENDA

11 décembre. Paris. Réunion de travail. Parti socialiste. Fédération de l'Education nationale.

12 décembre. Tours-en-Vimeu (Somme). Réunion publique avec Laurent Fabius.

13 décembre. Avignon, mairie - réunion publique : le Projet socialiste, avec Jean-Pierre Chevènement.

13 décembre. Bourges. Assemblée départementale du P.s Fête publique.

14 décembre. Saint-Prix (Val d'Oise) Premier séminaire de l'Ecole du Socialisme, en présence de François Mitterrand.

14 Décembre. Angers. Réunion publique avec Robert Chapuis.

15 décembre. Paris : réunion des Premiers secrétaires fédéraux.

19 décembre. François Mitterrand invité de l'émission « Face au Public » sur France Inter à 19 heures.

Faute de place nous ne publions pas aujourd'hui la conclusion de notre

enquête énergies

CAMBODGE : SIHANOUK REÇU AU P.S

François Mitterrand, en compagnie de Lionel Jospin, a rencontré le Prince Norodom Sihanouk au siège du Parti socialiste, le vendredi 7 décembre.

Considérant que la situation actuelle au Cambodge ne saurait être tenue comme acquise au regard du droit des peuples et du droit international, le Parti socialiste, sans vouloir intervenir dans les affaires intérieures du peuple cambodgien, seul habilité à déterminer ses propres choix, a reçu le Prince Norodom Sihanouk en sa qualité d'ami de notre pays et comme l'un des représentants les plus qualifiés du peuple Khmer pour rechercher les voies de l'indépendance et de la démocratie.

Télé-P.S.

BONJOUR LA SEINE-MARITIME, BONJOUR LE HAUT-RHIN.

VOICI RIPOSTE A L'ESSAI POUR UNE SEMAINE.

LISEZ-LE, JUGEZ-LE ... ET ABONNEZ-VOUS !

Comité central du R.p.r

La stratégie du coïtus interruptus

On savait le R.p.r opposé sur toute la ligne à la politique économique et sociale de Raymond Barre. On sait, après le Comité central de samedi, qu'il en désapprouve tout aussi carrément la politique étrangère, domaine réservé du chef de l'Etat, et plus particulièrement sa politique africaine à propos de laquelle le secrétaire général, Bernard Pons n'a pas craint d'affirmer que «privilégier des relations particulières avec des hommes contestés par les Africains eux-mêmes ne saurait constituer une politique. Prenons garde que la France ne finisse par apparaitre comme une puissance paternaliste dont la coopération se fierait aux caprices de tel ou tel grand ami du moment». Voilà qui est fort bien dit !

Mais si le R.p.r s'interroge sur la participation de ses représentants au gouvernement de Raymond Barre, il ne leur a pas pour autant demandé de le quitter ; s'il affirme que le poste de Premier ministre lui revient de droit, il se gardera bien, il l'a encore promis, de faire quoi que ce soit qui puisse amener la chute de son actuel titulaire.

Enfin, c'est désormais officiel, le R.p.r n'est pas satisfait de l'actuel Président de la République et il proposera, le moment venu, quelqu'un pour le remplacer. Devinez qui ?

D'ici là, on continuera d'appliquer vis à vis du partenaire de la «majorité» la tactique désormais bien rodée du coïtus interruptus oppositionnel qui consiste, comme chacun sait (et ce n'est pas Michel Debré qui nous contredira) à pousser le plus loin possible son avantage tout en évitant systématiquement, par une manoeuvre ultime, de commettre l'irréparable.

Pulsions agressives

Le plaisir est moins grand, certes, le risque d'emportement n'est pas totalement éliminé, et les effets secondaires nés de la frustation sont aussi bien physiologiques : morosité, rancoeur, pulsions agressives.

Mais le fait que cette pratique malsaine aboutisse à bloquer l'activité parlementaire et à discréditer la vie politique aux yeux de l'opinion ne semble pas inquiéter outre mesure les têtes pensantes de la rue de Lille, qui proclament une fois de plus leur fidélité aux «grands principes du gaullisme» : c'est ce qu'on appelle, au R.p.r, «se tenir prêt pour 1980».

Réunion de l'Otan à Bruxelles

(suite de la première page)

rendrait impossible toute négociation ultérieure sur le désarmement. En fait, les Etats-Unis assurent qu'au contraire l'U.r.s.s sera contrainte à accepter des négociations sérieuses si les pays de l'Otan optent pour la modernisation de leurs armements nucléaires.

Les principaux partenaires de Washington jugent quant à eux indispensables de ne pas laisser sans riposte le déploiement de SS 20 par l'Union soviétique. Déploiement qui, même s'il est sans doute plus tourné contre la Chine que contre l'Europe de l'Ouest, ne manque effectivement pas d'être inquiétant : d'une portée de 4 500 km, ces missiles portent chacun trois ogives nucléaires d'une très grande précision.

La logique de la démarche de l'Otan est néanmoins une fois de plus celle de l'escalade. A ne vouloir négocier qu'en position de force, chacun des blocs risque de faire monter les enjeux jusqu'à un niveau dramatique. C'est en effet avec des armes de théâtre, autrement dit avec des armes «stratégiques» du point de vue du continent européen, que l'on se défie du regard aujourd'hui. Au risque d'une catastrophe en Europe demain.

La proposition socialiste d'une conférence européenne habilitée à négocier une réduction des armements conventionnels et nucléaires en Europe est plus que jamais à l'ordre du jour. Mais qui se soucie de désarmement véritable, en 1979, chez les puissants ?

RIPOSTE

12 cité Malesherbes, 75009 Paris Tél. : 878.40.73
Télex : 660.582 F
Directeur : Georges Fillioud
Rédaction - Edition : Gérard Colé
Gérard Descotils.
Administration : Nicole Covillers
Délégué à la Publication : Henri Pradeaux
Numéro de Commission Paritaire : 601.22
Abonnement : 250 F par an
Composition : OFRES **Imprimerie** B.P. - Paris

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et Prénom .....

Adresse .....

.....

☐ Abonnement à 1 an : 250 F. Date et signature :

☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Réglement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.

Radios libres : Claude Evin inculpé

A la suite de son intervention le 7 septembre dernier, sur les ondes de la radio libre populaire, Claude Evin, député socialiste de Saint Nazaire, était convoqué vendredi chez le juge d'instruction.

Le député, qui a répondu à cette convocation, s'est entendu notifier son inculpation. Claude Evin constate que «plutôt que de répondre à la situation économique nazérienne, le pouvoir préfère une nouvelle fois s'attaquer aux élus qui s'attachent à défendre les libertés».

Il a fait remarquer, d'autre part, que cette inculpation lui semblait incompatible avec l'article 26 de la Constitution qui indique qu'aucun membre du parlement ne peut pendant la durée des sessions parlementaires, être poursuivi sans l'autorisation de l'Assemblée dont il fait partie.

Grève aujourd'hui dans l'enseignement secondaire

A l'appel de nombreux syndicats, les enseignants du secondaire observeront aujourd'hui mardi, un mouvement de grève pour «l'amélioration des conditions de travail, des conditions d'emploi des auxiliaires et des titulaires, la défense et le développement de l'enseignement technique public et l'extension des libertés et des droits syndicaux».

Les syndicats qui ont appelé leurs adhérents à ce mouvement, sont le Syndicat national des Enseignants du second degré (S.n.e.s.), le Syndicat général de l'Education nationale (S.g.e.n - C.f.d.t), le Syndicat national de l'Education physique (S.n.e.p), le Syndicat national des enseignements techniques et professionnels (S.n.e.t.p - C.g.t), le Syndicat national des collèges (S.n.c autonome), le Syndicat national des collèges (S.n.a.l.c indépendant), le Syndicat général des personnels de l'Education Nationale (S.g.p.e.n - C.g.t), et le Syndicat national des Professeurs d'écoles normales (S.n.p.e.n - F.e.n).

Seul le syndicat national des instituteurs (S.n.i - P.e.g.c) ne participe pas au mouvement.

Elections aux conseils de parents d'élèves

Les résultats des élections dans les conseils d'Etablissements du second degré viennent d'être connus. Ils montrent d'une part un fléchissement du taux de participation (36,3 % cette année pour 37,9 % en 1978) et une très nette majorité en faveur de la Fédération des conseils de parents d'élèves (Fédération Cornec). La F.c.p.e obtient en effet 61,3 % des votes exprimés et 63,7 % des sièges. Par rapport à l'an dernier cette Fédération progresse de 0,3 % en voix et de 0,1 % en sièges.

«Ces résultats, déclare la F.c.p.e traduisent, de façon plus nette encore - et le gouvernement devrait en tenir compte - la volonté des parents de plus de quatre millions d'élèves du second degré de voir mettre en œuvre une autre politique d'éducation dotée des moyens nécessaires. C'est le témoignage que la F.c.p.e et ses délégués apporteront dans les instances de participation et auprès des pouvoirs publics».